

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – ALERTE EMPLOI FIBRE EXCELLENCE : L'URGENCE D'UNE SOLUTION POUR SAUVER LES EMPLOIS ET LES SITES INDUSTRIELS

A ce jour, les négociations sont toujours au point mort. Les discussions relatives à l'approvisionnement en bois se poursuivent. Des pistes de solutions semblent émerger, mais leur mise en oeuvre demande du temps. Les régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, en lien avec les préfetures, travaillent actuellement sur ce dossier.

L'actionnaire a indiqué qu'il soutiendrait le groupe Fibre Excellence à condition que l'État s'engage par écrit à garantir, pour cette année ou l'année prochaine, une indexation du MWh sur le prix du bois. Concernant l'aide annoncée par l'État, les 150 millions d'euros évoqués correspondent en réalité à un étalement de la dette à hauteur de 75 millions d'euros, ainsi qu'à 75 millions d'euros destinés à de futurs investissements. La situation est désormais critique.

Une solution doit être trouvée à très court terme, alors que la date du 15 avril, marquant la fin de la conciliation, approche rapidement. Sans accord d'ici là, les deux usines seront placées en redressement judiciaire. Par ailleurs, le groupe a engagé un recours juridique auprès de l'État pour

concurrence déloyale. Aujourd'hui, nos usines ne produisent pas un volume de pâte suffisant pour être compétitives face aux producteurs du Brésil et d'Asie, notamment dans le contexte de la mise en place du traité du Mercosur. Face à cette situation, l'intersyndicale en appelle au Président de la République et au Premier ministre afin qu'ils prennent leurs responsabilités pour sauver les emplois, l'avenir industriel des sites et l'ensemble de la filière bois, et qu'ils revoient leur position concernant l'indexation du MWh.

L'intersyndicale demande le maintien des sites du groupe Fibre Excellence et de tous les emplois, y compris si cela doit passer par une nationalisation. Le temps presse.

Une réunion de l'intersyndicale avec le CIRI est prévue ce vendredi 27 mars au ministère de l'Économie.

Nous porterons à nouveau ces revendications.

L'intersyndicale n'exclue pas une mobilisation dans les prochains jours.

